

Les amis du Monde Diplomatique
Conférence d'Elie Sadigh
Dijon (21 octobre 2010)

Délocalisations, chômage, quels remèdes y apporter ?

Je suis heureux d'intervenir sur un sujet qui me tient à cœur. Ce sujet concerne à la fois les pays industrialisés, les pays émergents et les pays en développement (PVD). Je remercie les responsables des *Amis du Monde Diplomatique* de Dijon qui m'en ont offert l'occasion.

Plan

I. Les causes du chômage selon les courants de pensée

II. Relation entre les délocalisations et le chômage

III .La véritable cause des délocalisations

IV. Solutions

Quelques précisions avant de passer à notre véritable sujet.

Quel est l'objectif de l'économie ?

- L'objectif de l'économie est de satisfaire les besoins économiques des individus.

Quel est l'objectif de la science économique ?

- L'objectif de la science économique est d'établir les théories économiques permettant de connaître les conditions de la satisfaction des besoins économiques de la population d'une nation ou de l'ensemble des nations. A cette fin, la science économique doit établir les principes de l'économie

desquels sont déduites les règles du fonctionnement normal, c'est-à-dire harmonieux, de l'économie.

- Précisons que le principal indicateur permettant de constater que l'économie fonctionne normalement est le fait qu'il n'y a ni gagnants ni perdants.

- **Comment sont satisfaits les besoins économiques d'une nation ?**

C'est la production qui permet de satisfaire ces besoins et c'est elle qui est la source du revenu légitime dans chaque nation. Le travail seul est la cause de la production (le capital, la terre, les matières premières, etc. résultent soit de la production, donc du travail, soit de la nature). Par conséquent, pour avoir un revenu légitime, pour exercer un pouvoir d'achat légitime, il faut participer à la réalisation de la production dans chaque nation considérée.

La monnaie n'a pas de pouvoir d'achat légitime.

Quel est l'objectif des échanges ?

- L'objectif des échanges est de réaliser l'enrichissement mutuel. On échange un produit dont on n'a pas besoin contre un produit équivalent (de même valeur) dont on a besoin.

- **Cette précision est importante car ce qu'un pays a la possibilité de produire, il n'est pas obligé de l'importer. Ainsi est-il possible de réaliser d'importantes économies d'énergie au niveau international.**

- Dans une économie d'échange, ce sont les ventes qui financent les achats. C'est là l'une des règles fondamentales de l'économie d'échange.

- L'économie internationale est une économie d'échange. Dans cette économie chaque pays présente ses produits sur le marché.
- Pour que l'enrichissement mutuel soit réalisé, c'est-à-dire pour qu'il n'y ait ni pays gagnants ni pays perdants et pour que les échanges soient véritablement équitables, il faut que les échanges se réalisent dans l'équivalence.
- Pour atteindre le véritable objectif des échanges, il faut appliquer les règles qui découlent des principes de l'économie.

Quel est l'objectif des affairistes ?

Le principal objectif des affairistes est de réaliser des taux de profit qui dépassent le taux de profit normal dans un pays. La réalisation de cet objectif devient possible lorsque le fonctionnement de l'économie ne respecte pas les règles qui découlent des principes de l'économie. Autrement dit, ce sont les règles arbitraires qui permettent la réalisation de cet objectif. C'est alors qu'apparaît la misère relative de certaines catégories.

Dans une économie dérégulée, ce sont les affairistes qui prospèrent au détriment du bien-être commun, alors que dans une économie qui applique les règles de l'économie, chacun reçoit sa part selon sa participation à la réalisation de la production.

Je voudrais préciser deux points essentiels concernant le travail et le chômage :

- **Le 1° point concerne l'importance d'avoir un travail rémunéré**
- - Dans tout pays et en particulier dans les pays industrialisés, c'est-à-dire dans les économies à dominante salariale, non seulement travailler permet d'avoir un revenu mais cela constitue aussi et surtout l'une des principales conditions de l'intégration dans la société. L'éducation et l'enseignement en constituent une autre condition essentielle.
- **Le 2° point concerne le chômage, qui est une cause d'aliénation et de démoralisation des travailleurs.** Dans une société vraiment démocratique, tout doit être fait pour que les travailleurs puissent trouver un travail sans grande difficulté.
- **L'objectif de cette intervention est :**
- **1° de démontrer que la théorie économique actuellement dominante n'a pas de véritable solution au problème du chômage,**
- **2° de démontrer que les délocalisations constituent l'une des principales causes du chômage dans les pays industrialisés,**
- **3° de démontrer pourquoi les financiers et les entrepreneurs délocalisent leur production ou leurs entreprises,**
- **4° de démontrer que les délocalisations ne sont favorables ni aux habitants des pays qui sont à l'origine de leur financement, ni aux habitants des pays où ces entreprises s'implantent,**
- **5° de démontrer que les dirigeants des pays industrialisés sont indifférents face à la désindustrialisation de leur pays et que les dirigeants des PVD sont indifférents au pillage de leur pays,**

- **6° de démontrer qu'il existe des solutions pour rétablir le plein-emploi dans les pays industrialisés et écarter le pillage des PVD.**

-

- **I. Les causes du chômage selon les courants de pensée néoclassique et classico keynésien.**

-

- **1° Les causes du chômage selon le courant de pensée actuellement dominant, c'est-à-dire le courant de pensée néoclassique**

- **Pour les auteurs de ce courant de pensée, le chômage est volontaire**

- Dans la théorie néoclassique, le travail est considéré et étudié comme une marchandise. Ainsi c'est le fonctionnement libre et concurrentiel du marché qui permet la réalisation du plein-emploi.

- Lorsque le prix du travail diminue, sa demande augmente.

- Dans cette théorie, c'est le niveau des salaires considéré comme trop élevé qui constitue la cause du chômage.

- - Autrement dit, pour les auteurs de ce courant de pensée, il suffit de baisser les salaires jusqu'à ce que le plein-emploi se réalise. Le chômage existe car les travailleurs n'acceptent pas une baisse de leur salaire. Ils sont donc responsables de leur situation, c'est pourquoi dans cette optique on considère que le chômage est volontaire.

- -- Pour les auteurs de cette école de pensée, deux éléments empêchent aussi la réalisation du plein-emploi dans les pays industrialisés :

- **Le fonctionnement du marché du travail et l'action des syndicats.**

- 1° Selon les néoclassiques, le marché du travail ne fonctionne pas bien, car il n'y a pas assez de flexibilité sur ce marché. Les CDI doivent représenter des exceptions et, pour rendre le marché du travail flexible (c'est-à-dire, selon les

néoclassiques, pour réaliser le plein-emploi), il faut généraliser les CDD, le temps partiel, les licenciements à la carte, etc.

- Un constat : on les a appliqués sans résultat, et nous verrons pourquoi l'application de ces mesures ne permet pas de résoudre le problème du chômage.

-

- 2° Toujours selon les néoclassiques, les syndicats qui n'acceptent pas la baisse des salaires sont responsables du chômage. Il faudrait donc que les syndicats n'interviennent pas dans la détermination des salaires.

- Ces propositions de la théorie dominante découlent du fait qu'elle considère le travail comme une marchandise et donc la rémunération du travail comme un achat. Or, rien de tout cela n'est juste, le travail n'est pas une marchandise, la rémunération du travail n'est pas un achat, elle représente la formation du revenu dont la dépense permet d'acheter les produits.

- Remarquons que le seul système dans lequel le travail peut être acheté est le système esclavagiste.

- **Selon la théorie néoclassique, la baisse du prix du travail fait augmenter la demande de travail par les entrepreneurs et donc permet de réaliser le plein-emploi. Or, cela est faux.**

- **La meilleure preuve :** dans la plupart des PVD, il n'existe pas de véritable réglementation du travail et les syndicats, lorsqu'ils existent, ne jouent pas un rôle important en faveur des travailleurs, et pourtant c'est dans ces pays que le taux de chômage est le plus élevé.

- --- En fait, les auteurs néoclassiques ne posent pas la question essentielle, à savoir : par ex. la France pourrait-elle réaliser le plein-emploi si le marché du travail était flexible et si les syndicats n'intervenaient pas ? La France peut-

elle offrir trois millions d'emplois actuellement en rendant plus flexible le marché du travail ? Chacun sait bien que la réponse est non.

- Posons la question autrement. Est-ce que ce sont la détermination des salaires et la flexibilité du marché du travail qui créent des emplois ? Est-ce que ce sont les réglementations et les négociations qui créent des emplois ? La réponse est négative. Les entrepreneurs embauchent s'ils ont besoin de travailleurs, ils n'embauchent pas s'ils n'en ont pas besoin.

- -- ----(**Prenons l'exemple** d'un entrepreneur de transport qui a un camion)

-

- **Il est intéressant de connaître la véritable signification ou arrière-pensée de cette théorie.**

- - Dans cette théorie, la rémunération du travail et la rémunération du capital sont complémentaires, ce qui signifie que, quand la rémunération du travail augmente, la rémunération du capital diminue et inversement. (Rémunération selon la productivité marginale des facteurs).

- **Précisons que, dans cette théorie, le profit est nul, ce qui signifie que le produit est partagé entre la rémunération du travail et la rémunération du capital.**

- Un ex. : supposons que la production d'un pays soit égale à 100 UP. Si la somme de la rémunération du travail est de 80 UP, la somme de la rémunération du capital sera de 20 UP. Si la somme de la rémunération du travail est de 20 UP, la somme de la rémunération du capital sera de 80 UP.

- Il apparaît clairement que, lorsque ces auteurs disent que la rémunération du travail est trop élevée, il faut entendre que la rémunération du capital n'est pas assez élevée.

- Par conséquent, ce n'est pas le problème de l'emploi, mais le problème de la rémunération du capital qui préoccupe ces auteurs.
- --- Cette théorie non seulement ne détermine pas la véritable cause du chômage, mais en outre, elle est partisane puisqu'elle défend les intérêts d'une catégorie, les propriétaires du capital, au détriment des travailleurs. Or une théorie partisane ne peut pas être scientifique.

Remarquons qu'une grande majorité des hommes politiques et de leurs conseillers sont formés ou influencés actuellement par cette théorie mensongère et partisane.

Une grande partie des hommes politiques ne se posent pas la question ou ne veulent pas savoir si cette théorie est mensongère et partisane. Ils se contentent d'appliquer ses propositions pour faire face au problème du chômage. Ils pensent que la flexibilité du marché du travail permet de résoudre le problème du chômage. Or, si la flexibilité du marché du travail ne résout en rien le problème de l'emploi, en revanche elle aggrave la situation des travailleurs.

- **2° Le chômage selon le courant de pensée classico-keynésien : la théorie de l'emploi-chômage : chômage involontaire (les chômeurs ne sont pas responsables de leur situation)**
- Cette théorie permet de déterminer quel est l'élément qui amène les entrepreneurs à embaucher des travailleurs.
- Adam Smith, le principal fondateur de la théorie scientifique en économie, dit : « une société ne peut pas employer plus de travail que son capital industriel ne le lui permet ».

- Ainsi cette théorie établit-elle une relation entre le niveau des investissements et le niveau de l'emploi pour une technologie donnée (1 UK = 1 UX). Par ex. une chaîne de production ou un camion :
- Ce qui signifie que le chômage est dû à l'insuffisance des investissements.
- Il est possible qu'il y ait des surinvestissements ! ce qui crée une situation de suremploi.
- -- un ex. : La France des années 50 aux années 70 était dans cette situation: suremploi, surinvestissement. Durant cette période, on ne parlait pas de flexibilité ni de licenciements à la carte.
- **Nous devons répondre aux deux questions suivantes qui sont en rapport avec cette théorie :**
- **1° La France et, d'une façon générale, les pays qui ont adopté l'euro ont-ils la possibilité financière de réaliser des investissements qui leur permettraient de rétablir le plein-emploi ?**
- -- la réponse est encore positive aujourd'hui, mais il n'est pas certain qu'elle soit encore positive dans quelques années.
- **En effet, le profit des entreprises françaises réalisé en France et l'épargne des ménages en France sont suffisants pour financer les investissements qui permettraient de rétablir le plein-emploi. Mais, actuellement, la réalisation du plein-emploi nécessite des investissements sur plusieurs années, et cela est dû au fait que les entrepreneurs français n'ont pas investi suffisamment en France depuis plusieurs années. Ils devraient maintenant rattraper leur retard.**
- **2° Pourquoi des pays comme la France sont-ils passés d'une situation de plein-emploi voire de suremploi à une situation de sous-emploi ?**
- **La deuxième partie permet de répondre à cette question**

-

- **II. Relation entre les délocalisations et le chômage**

- **Je veux démontrer que les délocalisations** constituent l'une des principales causes du chômage en France et, d'une façon générale, dans les pays dits industrialisés.

- **On peut se demander pourquoi les entrepreneurs délocalisent.**

- **Une explication fondée sur l'observation de ce qui se passe actuellement permet de répondre à cette question :**

- - Ils délocalisent car ils constatent actuellement que leur coût de production est plus élevé que le prix des produits similaires importés.

- Une paire de chaussures coûte aux importateurs 10 Euros, alors que, produite en France, elle coûte à l'entrepreneur français 50 Euros.

- --Apparaît ainsi une concurrence inégale. Cette concurrence inégale écarte les producteurs qui font faillite.

- --- Les entrepreneurs et leurs financiers sont obligés de délocaliser pour sauver leur capital financier. Dans ce cas, le risque financier l'emporte sur le risque du chômage.

- **Les conséquences des délocalisations : elles sont multiples.**

- -Les délocalisations entraînent, en effet, le chômage dans les pays qui sont à l'origine du financement des délocalisations, le pillage des pays où elles s'implantent et un énorme gaspillage d'énergie.

- **1° Pourquoi le chômage augmente-t-il dans les pays qui sont à l'origine du financement des délocalisations ?**

- -- Quand les entrepreneurs délocalisent leur production, elles n'investissent plus dans le pays de leur origine, donc elles n'y créent plus

d'emplois. Dans ce cas, si la population active augmente, le chômage augmente.

- --- Quand les entrepreneurs délocalisent leur entreprise, non seulement elles n'investissent plus dans le pays de leur origine, mais elles licencient leurs travailleurs.

- ---- Les délocalisations ont commencé avec le textile, les vêtements, les chaussures, l'électroménager, l'optique, l'informatique et autres, et bientôt ce sera l'automobile, etc.

- Certains pensent que les économies industrialisées sont entrées dans l'ère postindustrielle. Ils pensent que dans cette nouvelle économie ce sont les secteurs des services qui créent des emplois pouvant compenser les emplois perdus dans le secteur de l'industrie. Par ce raisonnement, ils avouent que les délocalisations engendrent du chômage.

- ----Or, les délocalisations des services ont commencé, (télécommunications), c'est le cas d'AXA par ex. et autres, et cela va continuer si rien n'est fait.

- 2° Les délocalisations ne sont favorables ni aux habitants des pays qui sont à l'origine de leur financement, ni aux habitants des pays où elles s'implantent, elles ne sont pas favorables aux PVD et constituent une cause de pillage de ces pays.

- **Un exemple permet de constater cette situation :**

- **Les délocalisations ne profitent pas aux habitants des pays industrialisés. A expliquer : Ex. des chaussures**

- **Les délocalisations ne profitent pas aux habitants des pays émergents ni des PVD.**

- **(Exemple : pour acheter un airbus, ces pays doivent exporter 10 fois plus que si les taux de change étaient établis dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat.)**

Donnons un ex. limite : Supposons que le produit national d'un PVD soit de 100 UP (UP = unité de produit) et que le revenu formé dans ce pays soit de 100 UM (UM = unité de monnaie). La dépense de ces 100 UM permet d'acheter 100 UP. Supposons que ce pays exporte tout son produit, soit 100 UP et obtienne 10 UMi (UMi = unité de monnaie internationale). Avec ces 10 UMi, on s'attend à ce que ce pays puisse acheter 100 UP similaires sur le marché international (c'est-à-dire l'équivalent de ce qu'il a vendu). Or, il n'en est rien : en fait en dépensant ces 10 UMi, il ne peut importer que 10 UP. Par conséquent, le revenu dont la dépense aurait permis d'acheter 100 UP n'achète que 10 UP importés.

Cet exemple permet de constater le pillage de ce pays. Nous verrons que cette situation est due au fait que la monnaie de ce PVD est dix fois sous-évaluée par rapport aux monnaies des pays industrialisés.

On voit, en outre, pourquoi les Chinois habillent actuellement une grande partie des habitants des pays dits industrialisés, alors que les habitants de la Chine n'ont pas suffisamment d'habits.

- Mais alors, à qui profitent les délocalisations ? Elles profitent aux financiers de ces entreprises.
- L'objectif des entrepreneurs qui délocalisent est de réaliser des surprofits. Toutefois, si **toutes** les entreprises d'un même secteur délocalisent leur production et/ou leurs services, les surprofits disparaissent, tandis que le chômage augmente dans leur pays d'origine.

- En effet, étant donné, par ex., qu'il n'y a plus d'entreprises de chaussures en France, la concurrence sur le marché des chaussures s'établit entre les importateurs de chaussures. Par ex., au lieu de vendre une paire de chaussure 100 Euros, ils la vendent 15 Euros.

- 3°Le gaspillage d'énergie : un exemple permet de mettre en évidence le gaspillage d'énergie dû aux délocalisations.

Suivons l'un des circuits de vêtements vendus en France par les entrepreneurs qui ont délocalisé leur production. Les fils sont achetés en Inde où la monnaie est sous-évaluée, les tissus sont achetés en Chine, où la monnaie est sous-évaluée. Pour la fabrication des vêtements, ces fils et tissus sont expédiés à Madagascar, où la monnaie est sous-évaluée. Les vêtements sont ensuite expédiés en France dans un entrepôt où ils sont emballés dans des cartons qui viennent d'Espagne, puis ils sont réexpédiés partout en France et dans d'autres pays où les monnaies sont surévaluées par rapport aux monnaies de l'Inde, de la Chine et de Madagascar. Vous voyez le gaspillage : ces produits sont transportés sur plusieurs milliers de km, ce qui occasionne une dépense d'énergie considérable loin d'être indispensable. En fait ces produits peuvent être réalisés dans chaque pays. Or, il est facile d'écarter les inconvénients tels que le gaspillage d'énergie et l'exploitation des travailleurs, dus à cette situation. Nous verrons que pour éviter de telles circulations et de tels échanges, il suffit de respecter l'une des principales règles de l'économie internationale.

-

- **Dénonçons une comparaison trompeuse** : certains disent qu'il y a autant d'investissements étrangers en France que d'investissements français dans d'autres pays, ce qui fait croire que ces deux investissements se compensent et qu'il n'y a donc pas de conséquences négatives sur l'économie française ni sur l'emploi en France, ce qui est une vaste tromperie et nous allons voir pourquoi.

- Etudions les deux situations suivantes : le cas des entrepreneurs français qui délocalisent et le cas des financiers d'autres pays qui achètent les entreprises qui existent déjà en France. Les profits réalisés en France par ces entreprises achetées par des financiers d'autres pays ne seront pas investis en France, mais ils serviront à financer les retraites dans d'autres pays.

- **A expliquer**

- **La véritable cause des délocalisations :**

- **La sous-évaluation des monnaies des PVD par rapport aux monnaies des pays industrialisés constitue la véritable cause des délocalisations.**

- **En fait, c'est la sous-évaluation des monnaies des PVD qui fait croire que la main-d'œuvre est moins chère dans ces pays que dans les pays industrialisés.**

Précisons que les importations nettes constituent une cause de chômage dans les pays importateurs nets, car elles deviennent une cause d'insuffisance de la demande globale.

Schéma :

-

L'objectif n'est pas de dénoncer les échanges internationaux. Mes principaux objectifs sont de démontrer que :

premièrement, l'économie internationale a des principes et des règles qui découlent de ces principes ;

deuxièmement, le respect de ces règles permettra d'établir les échanges dans l'équivalence, de ce fait, d'une part, n'apparaîtront plus ni pays gagnants ni pays perdants, ni pays dominants, ni pays dominés, d'autre

part, les entrepreneurs n'auront plus intérêt à délocaliser leur entreprise ou leur production ;

troisièmement, les règles qui résultent de négociations sans référence aux principes de l'économie sont arbitraires ;

quatrièmement, l'application de règles arbitraires engendre des conséquences néfastes pour la plupart des pays qui participent aux échanges internationaux, elle fait apparaître des pays gagnants et des pays perdants et ne favorise donc pas l'entente pacifique entre les nations ;

cinquièmement, pour que l'organisation qui a en charge les échanges internationaux joue véritablement son rôle, elle doit faire respecter, par les pays membres, les règles qui concernent le fonctionnement de l'économie d'échange internationale.

- **IV. Solutions : il existe essentiellement 2 solutions :**

- - 1° Une solution d'urgence, qui n'est pas véritablement une solution :

- - Taxer tous les profits qui ne sont pas investis, et surtout tous les capitaux financiers qui sortent du pays. **En effet, la déréglementation actuelle qui facilite la libre circulation des capitaux financiers**, et qui surtout favorise actuellement les financiers des pays industrialisés va se retourner contre ces pays et leurs habitants, si l'on n'applique pas les règles qui découlent des principes de l'économie.

-

- **2° solution : étant donné qu'en dernière analyse les délocalisations sont les conséquences des taux de change établis actuellement arbitrairement, il faut abandonner les taux de change ainsi établis.**

- Par exemple, actuellement avec 100 Euros on peut acheter 10 fois plus de produits en Chine qu'en France.
- Ainsi la véritable solution passe-t-elle par l'établissement de taux de change établis dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat. Cela signifie qu'avec une quantité de monnaie d'un pays, on doit pouvoir acheter la même quantité de produit dans n'importe quel autre pays. Si tel était le cas, d'une part, il n'y aurait plus de concurrence inégale, d'autre part, on ne pourrait plus dire que la main-d'œuvre est moins chère dans certains pays que dans d'autres, enfin, et de ce fait même, les entrepreneurs qui délocalisent ne pourraient plus réaliser de surprofits, par conséquent, il n'y aurait plus de délocalisations.
- **A expliquer**
- Pour les pays qui n'accepteraient pas d'établir leur taux de change dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat, il faudrait rétablir des droits de douane et des taxes sur les produits importés de ces pays.
- **Il s'agit de démontrer que les véritables responsables des délocalisations et, par conséquent, les véritables responsables du chômage dans les pays industrialisés ne sont pas les entrepreneurs, mais les dirigeants politiques et économiques et certaines théories mensongères appliquées actuellement. En fait, les entrepreneurs profitent des occasions qui leur sont offertes par le fonctionnement boiteux des économies des différents pays.**

- **Nous avons vu que les délocalisations, le pillage de certains pays et le gaspillage d'énergie sont les conséquences indirectes des taux de change établis arbitrairement.**
- En fait, actuellement, les taux de change sont déterminés de trois façons :
- 1° La théorie dominante propose de déterminer les taux de change sur le marché par l'offre et la demande de chaque monnaie. Cette proposition découle du fait que dans cette théorie la monnaie aussi, comme le travail, est considérée comme une marchandise. Or, la monnaie n'est pas une marchandise.
- L'application de cette théorie permet d'établir des taux de change arbitraires, ce qui favorise les délocalisations et fait le bonheur des spéculateurs et des affairistes.
- 2° Certains proposent que les taux de change soient établis en fonction du résultat de la balance commerciale de chaque pays.
- Les pays qui réalisent une balance commerciale excédentaire (exp > imp) doivent réévaluer leur monnaie.
- Les pays qui réalisent une balance commerciale déficitaire (exp < imp) doivent dévaluer leur monnaie.
- **Or, l'application de ces propositions ne résout rien, au contraire, cela ne fait qu'enfoncer les PVD qui ont, de façon chronique, une balance commerciale déficitaire.**
- **En effet, si ces pays dévaluent leur monnaie, ils doivent exporter plus pour importer la même quantité de produit. Or, la situation de leur économie ne leur permet pas d'exporter plus.**
- **Précisons aussi qu'actuellement les monnaies de ces pays sont déjà largement sous-évaluées. Cette situation diminue la possibilité de**

financement extérieur de leur développement. Remarquons que le pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale n'applique pas cette règle.

- 3° Les dirigeants des organisations internationales, telles que la Banque Mondiale (BM) et le FMI, imposent des taux de change à certains pays en développement.

- C'est ainsi que la BM et le FMI, avec la bénédiction de l'Organisation Mondiale du commerce (OMC), ont exigé, dans les années 1990, que certains pays africains dévaluent leur monnaie de 50%.

- Un ex. permet de comprendre que cette dévaluation n'est pas favorable à ces pays.

- **Avant la dévaluation de leur monnaie, pour acheter des médicaments, les PVD devaient exporter par ex. 10 T de café. Après la dévaluation de leur monnaie de 50%, ces pays, pour acheter la même quantité de médicaments doivent exporter deux fois plus, c'est-à-dire 20 T de café.**

Cette situation nous amène à poser trois questions :

- 1° **Peut-on justifier rationnellement pourquoi ces pays doivent exporter deux fois plus pour importer la même quantité ?**

- 2° **Ces pays ont-ils la possibilité de produire plus ?**

- 3° **Le marché international peut-il absorber 10 T de café en plus, c'est-à-dire deux fois plus ?**

- **Les réponses à ces trois questions sont négatives.**

- Ces trois types de déterminations des taux de change ne respectent pas le principe de la parité des pouvoirs d'achat. Par conséquent, ces déterminations font apparaître des pays gagnants et des pays perdants.

- Ce sont les taux de change ainsi établis qui favorisent les délocalisations. Par conséquent, les auteurs qui ont proposé et les dirigeants qui ont appliqué ces déterminations sont les premiers responsables des délocalisations et donc du chômage, du pillage de certains pays et du gaspillage d'énergie.

- **Ainsi, est-il important de préciser que ce sont les dirigeants politiques et économiques de l'ensemble des pays et les dirigeants des organisations internationales qui sont responsables de l'établissement des taux de change arbitraires, car ce sont ces dirigeants qui ont en charge les problèmes monétaires et financiers au niveau national et au niveau international.**

- **Conclusion :**

- **Pour que les pays actuellement industrialisés ne deviennent pas des pays sous-développés d'ici quelques années, pour que les PVD ne soient plus pillés, et pour diminuer le gaspillage d'énergie, il faut que des mesures soient prises. Il faut déterminer les taux de change dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat le plus rapidement possible. C'est ainsi que l'on pourra, d'une part, relancer la croissance, rétablir le plein-emploi et améliorer le pouvoir d'achat réel dans les pays industrialisés, d'autre part, écarter l'une des principales causes du pillage des PVD, et permettre à certains de ces pays de financer par leurs propres moyens l'évolution de leur économie, ce qui contribuera aussi à tarir l'immigration économique, problème qu'aucune mesure répressive ne permettra de régler.**

La détermination des taux de change dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat permet de mettre à égalité, sur le marché international, l'ensemble des pays, les pays industrialisés et les PVD. Cela constitue l'une des principales conditions de la réalisation du développement équitable et de la paix dans le monde.